

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 VALENCE

VALENCE, le 25/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL LES SABLES

575 Route du Levant
Lieu-dit Les Sables
26740 Marsanne

Références : SB/2023/
Code AIOT : 0052600398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2023 dans l'établissement EARL LES SABLES implanté 575 Route du Levant, Lieu-dit Les Sables, 26740 Marsanne. L'inspection a été annoncée le 12/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle réalisé dans le cadre du plan de contrôle pluri-annuel sachant que les nouvelles installations autorisées doivent être contrôlées au cours des 6 premiers mois de fonctionnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LES SABLES
- QUARTIER SABLES QUARTIER SABLES 26740 Marsanne
- Code AIOT : 0052600398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de poulets de chair pour lequel l'exploitant a déposé en 2019 une demande d'extension. Ce dernier a été autorisé depuis le 25 février 2021 à exploiter un élevage de poulets de chair pour une capacité de 64000 emplacements de volailles dans deux bâtiments. Il relève désormais du régime de l'autorisation IED. L'éleveur n'a pu commencer la construction de son deuxième bâtiment que depuis peu (COVID et augmentation du prix des matériaux).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non conformités ont été relevées. L'éleveur pensait ne devoir appliquer les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation qu'à partir du moment où son deuxième bâtiment était en fonctionnement, mais il relève désormais du régime de l'autorisation et la plupart de ces prescriptions étaient déjà applicables aux élevages en déclaration.

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 VALENCE

VALENCE, le 25/08/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2023

Partie nominative

EARL LES SABLES

575 Route du Levant
Lieu-dit Les Sables
26740 Marsanne

Affaire suivie par : BEOLET Sylvie
Téléphone : 04 26 52 22 03
Courriel : sylvie.beolet@drome.gouv.fr
Références : SB:2023/ 02585
Code AIOT : 0052600398
Pièces jointes : aucune

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 10/08/2023 de l'établissement 575 Route du Levant, Lieu-dit Les Sables, 26740 Marsanne. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

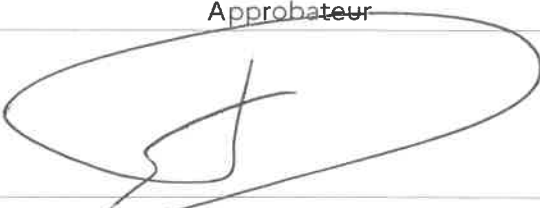

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- BEOLET Sylvie, Service Protection de l'Environnement, SPE, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Monsieur Gilles BRUNEL

Le courriel d'échange avec l'administration est gilles.burel0637@orange.fr.

Approbateur	Rédacteur
	
Le chef du service protection de l'environnement Nicolas VISSAC	L'inspecteur de l'environnement Sylvie BÉOLET

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 10/08/2023 de l'établissement EARL LES SABLES implanté 575 Route du Levant, Lieu-dit Les Sables 26740 Marsanne, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

N°	Nom du point de contrôle	Références réglementaires	Constat	A faire	Délais
1	Conformité au dossier d'autorisation	AM du 27/12/13 article : 3	Le bassin d'infiltration des eaux de ruissellement n'a pas été créé. La signalétique des panneaux photovoltaïques n'a pas été posée	Mettre en oeuvre les mesures compensatoires demandées par la DDT Signaler la présence de panneaux photovoltaïques	4 mois
7	Extincteurs	AM du 27/12/13 article : 13	Absence d'extincteurs dans le bâtiment d'élevage	Equiper le bâtiment existant d'extincteurs appropriés	2 mois
8	Installations électriques	AM du 27/12/13 article : 14	Absence de vérification des installations électriques	Faire cette vérification électrique pour le bâtiment existant	2 mois
9	Surveillance de la consommation en eau	AM du 27/12/13 article : 18	Absence d'enregistrement de la consommation d'eau totale	À mettre en place	2 mois
11	Plan de fumure prévisionnel en zone vulnérable	AM du 19/11/2011 article : IV	Absence de plan annuel de plan de fumure	Etablir en début de saison cultural un plan prévisionnel de fumure conforme à la réglementation	4 mois
12	Cahier d'enregistrement des pratiques d'épandage (cahier d'épandage)	AM du 27/12/2013 article : 37 AM du 19/11/2011 point : IV	Cahier d'enregistrement des pratiques d'épandage très incomplet	Utiliser modèle de cahier d'épandage répondant à la réglementation et le renseigner dans sa totalité	4 mois
13	Bordereaux de reprise d'effluent	AM du 27/12/2013 article : 37	Bordereaux incomplets	Etablir des bordereaux dûment renseignés	Dès à présent
14	Maîtrise de l'ambrosie sur l'exploitation -	AP du 05/07/2019 article : 3	Présence de nombreux plants d'ambrosie	Détruire ces plants conformément à l'AP ambrosie de la Drôme	Dès à présent

AM = arrêté ministériel

AP = arrêté préfectoral

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <i>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.</i>
Constats : Le bassin d'infiltration des eaux pluviales demandé par la DDT n'a pas encore été réalisé.
Observations : Lors de l'instruction de la demande d'extension de l'élevage, le service SEFEN de la DDT a constaté qu'un merlon et un fossé avaient été réalisés par l'éleveur pour dévier les eaux de ruissellement lors d'épisodes fortement pluvieux. Des mesures compensatoires avaient été demandées vis à vis de la surface soustraite à l'inondation par la mise en place d'un bassin d'infiltration de eaux pluviale et l'effacement partiel du merlon. Par ailleurs, il est à noter que la signalétique des panneaux photovoltaïques présents sur la toiture du hangar de stockage et implanté dans le périmètre de l'ICPE n'a pas été mise en place comme le prévoyait le dossier d'autorisation
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Intégration de l'installation dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</i>
Constats : conforme
Observations : La haie prévue côté ouest prévue dans le dossier d'autorisation a bien été plantée. Elle est constituée d'essences diverses et elle implantée sur deux rangées.

N° 3 : État de propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <i>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</i>
Constats : conforme

N° 4 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.</i>
Constats : conforme
Observations : L'exploitant pratique d'une part l'agriculture biologique et d'autre part, il a implanté deux haies paysagères une au nord et une à l'ouest. Il compte poser des nichoirs pour oiseaux.

N° 5 : Imperméabilité et étanchéité des structures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 - I.
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, des volières, des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. [...]
Constats : conforme
Observations : Le nouveau bâtiment d'élevage aura un sol bétonné. Il sera équipé d'un système de récupération des eaux de lavage. L'exploitant compte bétonner le sol de son premier bâtiment, actuellement en terre battue.

N° 6 : Protection externe incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</i> A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. [...]
Constats : conforme
Observations : L'ancienne réserve d'eau située au nord du site d'élevage utilisée auparavant par les grands-parents de l'agriculteur pour l'arrosage (désormais, les terres sont irriguées avec l'eau du Rhône) a été validée comme réserve incendie.

N° 7 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :</i> — <i>s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</i> — <i>par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</i> [...]
Constats : non conforme
Observations : pas d'extincteur au niveau du bâtiment d'élevage existant
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositif de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</i></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p><i>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</i></p>
Constats : non conforme
Observations : L'exploitant n'a pas fait vérifier les installations électriques du bâtiment d'élevage existant. Le contrôle électrique est obligatoire tous les 5 ans que l'élevage relève du régime de la déclaration ou de l'autorisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Surveillance de la consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</i></p> <p><i>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</i></p> <p>[...]</p>
Constats : pas d'enregistrement de l'eau totale utilisée par l'ICPE
Observations : L'éleveur ne comptabilise ni n'enregistre l'eau totale utilisée par son bâtiment d'élevage (le compteur présent dans le bâtiment d'élevage ne mesure que l'eau d'abreuvement). L'exploitant a déclaré vouloir faire le nécessaire pour se mettre en conformité avec la construction du deuxième bâtiment.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Devenir des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols – Épandage
Prescription contrôlée : [...] <p><i>L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.</i></p> [...]
Constats : conforme
Observations : plan d'épandage revu lors du dépôt du dossier d'extension. Deux nouveaux repreneurs de fumier sont prévus.

N° 11 : Plan de fumure prévisionnel en zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article IV
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage en zone vulnérable
Prescription contrôlée : [...] <p><i>Le plan de fumure doit comporter au minimum, pour chaque îlot cultural, les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification et surface de l'îlot cultural ; - la culture pratiquée et la période d'implantation envisagée ; - le type de sol ; - la date d'ouverture du bilan (*) (**) ; - lorsque le bilan est ouvert postérieurement au semis, la quantité d'azote absorbée par la culture à l'ouverture du bilan (*) (**) ; - l'objectif de production envisagé (*) ; - le pourcentage de légumineuses pour les associations graminées/légumineuses (*) ; - les apports par irrigation envisagés et la teneur en azote de l'eau d'irrigation ; - lorsqu'une analyse de sol a été réalisée sur l'îlot, le reliquat sortie hiver mesuré ou quantité d'azote sous formes organique et minérale ou de matière organique du sol mesuré (*) ; - quantité d'azote efficace et total à apporter par fertilisation après l'ouverture du bilan ; - quantité d'azote efficace et total à apporter après l'ouverture du bilan pour chaque apport de fertilisant azoté envisagé. <p><i>(*) Non exigé dans certains cas conformément au c du 1° du III de la présente annexe.</i></p> <p><i>(**) Non exigé lorsque, pour la culture pratiquée, l'arrêté préfectoral régional mentionné au b du 1° du III préconise le recours à une limite maximale d'apports azotés totaux ou à des règles de calcul de la dose azotée totale sur la base d'une dose pivot.</i></p>
Constats : non conforme
Observations : absence de plan prévisionnel de fumure
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 12 : Rubriques du cahier d'enregistrement des pratiques d'épandage (cahier d'épandage)

Référence réglementaire : Arrêtés Ministériels du 27/12/2013, article 37 et du du 19 décembre 2011 point IV

Thème(s) : Élevage, Épandage ICPE

Prescription contrôlée :

Article 37 de l'arrêté du 27 décembre 2013:

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

[...]

Arrêté du 19 décembre 2011 point IV

- Identification de l'îlot : identification et la surface de l'îlot cultural et type de sol
 - Interculture précédant la culture principale :
 - Modalités de gestion des résidus de culture,
 - Modalités de gestion des repousses et date de destruction,
 - Modalités de gestion du couvert végétal d'interculture (valorisation - exporté ou non exporté) - espèce(s),
 - Dates d'implantation et de destruction (si CINE) ou de récolte, fauche ou pâturage (si CIE), apports de fertilisants azotés réalisés (date, superficie, nature, teneur en azote et quantité totale d'azote)
 - Culture principale :
 - Culture pratiquée et la date d'implantation,
 - Rendement réalisé,
 - Pour chaque apport d'azote réalisé (date d'épandage, superficie concernée, nature du fertilisant azoté, la teneur en azote de l'apport, la quantité totale d'azote de l'apport,
 - Date(s) de récolte ou de fauche(s) pour les prairies.
 - Dans le cas d'une conduite en techniques culturales simplifiées, indiquer l'absence de labour pour la campagne culturale en cours et les deux précédentes
 - Dans le cas d'une conduite en semis direct sous couvert, indiquer la réalisation d'une conduite en semis direct sous couvert pour la campagne culturale en cours
- [...]

Constats : non conforme

Observations : L'éleveur tient un cahier d'épandage très succinct qui est très incomplet et ne

répond pas à la réglementation des ICPE ni des réglementations applicables en zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole. Il ne tient pas non plus de plan prévisionnel de fumure exigible en zones vulnérables.

Type de suites proposées : susceptibles de suite

N° 13 : Bordereaux de reprise d'effluent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37

Thème(s) : Élevage, Épandage

Prescription contrôlée :

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.

Constats : Bordereaux insuffisamment renseignés

Observations : Deux bordereaux de cession de fumier établis un pour 2022 (240 m3) et l'autre pour 2023 (230 m3) . Un seul repreneur actuellement implanté sur Marsanne. Date de reprise en début d'année au mois de janvier. Les parcelles épandues ne sont pas précisées ni les cultures fertilisées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : Maîtrise de l'ambrosie sur l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Émission dans l'air

Prescription contrôlée :

Destruction de l'ambrosie avant pollinisation et avant grenaison jusqu'en limite de parcelle (y compris talus, fossés, chemins inclus dans la parcelle cadastrale exploitée)

Constats : non conforme

Observations : présence de nombreux plants d'ambrosie sur le site. L'exploitant déclare avoir beaucoup de mal à lutter contre ces plantes.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

